

## **Allocution Elaine Hémond - Avril 2010**

*Allocution d'Elaine Hémond à l'occasion du 70e anniversaire de l'obtention du droit de vote des femmes et de la désignation du centre de documentation du CSF en hommage à Marie Lacoste-Guérin-Lajoie.*

**Date de Publication:** 2010-04-29

**Auteur :** Conseil du statut de la femme

Madame la présidente,

Chères membres de l'équipe du Conseil

Chers amis

Il y a une semaine, c'est l'Assemblée nationale qui me faisait l'honneur de me donner une tribune pour la commémoration du 70<sup>e</sup> anniversaire du droit de vote et d'éligibilité des Québécoises. Cette invitation, je l'ai prise comme un signal que je ne prêchais pas tout à fait dans le désert.

En effet, si le gouvernement, et la société dans son ensemble, considéraient vraiment accomplie la mission des Marie Gérin-Lajoie et Thérèse Casgrain, on m'aurait oubliée en ce 25 avril.

D'abord quelques explications. Pourquoi ai-je repris le bâton de pèlerin de ces illustres pionnières, il y a une quinzaine d'années ? C'est que je suis persuadée que l'égalité citoyenne ne sera atteinte qu'avec des assemblées parlementaires où l'on retrouvera femmes et hommes dans des proportions semblables.

Notre pourcentage honorable de 29 % de femmes, à l'Assemblée nationale, ne doit pas nous faire oublier que ce taux stagne depuis de nombreuses années, que le palier municipal ne compte que 14 % de mairesses et que la présence féminine au parlement fédéral semble bridée autour de 20 %.

En 2010, il faut bien admettre que les énergies déployées en ce sens par une poignée de militantes, d'universitaires et d'élu-e-s n'ont pas encore donné les effets escomptés. Et pour cause...

Les réactions lues et entendues dans les médias ou directement acheminées aux porteuses du dossier ne sont pas sans rappeler les propos cyniques et méprisants dont furent l'objet les prétentions d'égalité des suffragistes du siècle dernier, voire l'ensemble des femmes.

Malgré ces résistances, je reste persuadée que de nombreux visionnaires travaillent dans le même sens que nous.

À preuve, des élus courageux osent nommer des instances paritaires; certains dirigeants d'institutions publiques ne manquent pas une occasion de rappeler l'importance de soutenir l'élection de femmes; plusieurs dizaines de membres de la fonction publique ou de groupes de terrain travaillent, tous les jours, à imaginer des solutions efficaces... qui respectent notre tradition parlementaire britannique, pourtant peu portée sur les règles contraignantes. Un défi de taille !

En 2010, ces personnes et plusieurs organismes sont donc, à leur manière, des visionnaires sociaux qui marchent dans les pas de Marie Gérin-Lajoie.

Être visionnaire en matière d'égalité, qu'est-ce que c'est ? C'est être capable de voir au-delà des images souvent biaisées, et parfois sexistes, projetées par les médias ; être capable d'aller au-delà des perceptions rassurantes, même anesthésiantes, portées par certaines statistiques, notamment en termes de *diplomation* des femmes ; et, surtout, surtout, ne pas se satisfaire des embellies gagnées à la force du poignet.

La trop grande discrétion de ces avant-gardistes n'est, à mon avis, pas étrangère à la veille fort bien organisée des résistants à l'égalité de fait, ceux (et celles) qui, on doit le reconnaître, voient leurs prérogatives personnelles, professionnelles ou politiques, directement ou indirectement menacées par le paradigme et les pratiques de l'égalité tous azimuts.

Parmi les avant-gardistes discrets... il y a de nombreux élus de l'Assemblée nationale. J'en veux pour démonstration le grand nombre d'entre eux et d'entre elles qui, fil des ans, ont aiguillé des recrues féminines vers les Écoles Femmes et Démocraties, tenues depuis 2004.

Les Écoles Femmes et Démocratie font partie des nombreuses réalisations imaginées et mises en œuvre au Québec depuis une dizaine d'années. Il y a aussi le mentorat ainsi que les Club des Next qui fleurissent petit à petit, proposant aux femmes des formules inédites de co-développement.

Ces formules qui se fondent sur l'andragogie et le nécessaire réseautage des femmes, comme des hommes, suscitent beaucoup d'intérêt à l'étranger. D'ailleurs, je consacre mes énergies de fin de carrière à déployer à l'international les expériences et, surtout, l'approche développées au Québec.

Étonnamment, je constate parfois que nos succès sont davantage reconnus hors de nos frontières. Ici, l'on tend à laisser aux femmes elles-mêmes la responsabilité de franchir les embûches, encore très présentes, qui les séparent d'une élection. Les avancées sont donc lentes et j'ai une grande admiration pour les quelque 100 femmes qui, à la suite de Claire Kirkland ont franchi la porte du Salon bleu.

Malgré la détermination de ces femmes, la place que le Québec veut donner à une mixité égalitaire en politique n'a rien d'officiel et de permanent.

Au contraire, le Québec qui était dans le peloton de tête en matière de féminisation de son assemblée parlementaire en 1998 (12e s'il avait figuré au palmarès de l'Union interparlementaire) est maintenant devancé par plus de 26 pays ou États.

Il sera de plus en plus difficile de laisser sur les seules épaules des femmes le fardeau de l'accroissement du nombre d'élues féminines, sans renier le

3<sup>e</sup> Objectif du millénaire décrété par l'ONU. En 2005, cet objectif mettait, entre autres, à l'agenda international le partage du pouvoir politique entre les hommes et les femmes. L'égalité décisionnelle était alors présentée comme l'une des clés du développement humain et économique de la planète tout entière.

Ce plaidoyer, je l'ai fait avec encore plus de détails à l'Assemblée nationale, même si je savais que le sujet n'est pas le plus populaire de l'heure. Mais, la mariée était trop belle... Et en ne profitant pas de cette tribune pour rappeler que la mission des Marie Gérin-Lajoie, Thérèse Casgrain et Claire Kirkland n'est pas encore tout à fait réalisée, je me serais sentie infidèle à ces pionnières.

En terminant, je rappellerai que l'un des arguments servis au début du siècle dernier par les opposants au « bill sur le suffrage » était que les femmes elles-mêmes ne souhaitent pas exercer leur droit de vote. En 2010, l'argument que les femmes ne s'intéressent pas à la politique et ne veulent pas se faire élire nous est encore servi presque tous les jours.

Oui, les femmes s'intéressent à la politique. Oui, les femmes ont, au fil des dernières décennies, acquis confiance en leur jugement ainsi qu'en leurs capacités démocratiques et autres.

Si le Québec affirme enfin officiellement le besoin qu'il a d'ELLES, à toutes les instances politiques ; s'il accepte qu'ELLES influent sur l'approche encore trop guerrière de la politique ; si les partis, qui sélectionnent nos candidats et candidates, veulent bien faire des alliés de l'égalité : il est clair que le Québec s'inscrira dans l'héritage de Marie Gérin-Lajoie. Le Québec continuera ainsi à inspirer le monde entier avec sa culture de l'égalité qui, malgré les pas qui restent à franchir, assure cette qualité de vie dont les hommes et les femmes jouissent au Québec.

Merci.